



Création de Capacités Institutionnelles  
d'Intégration des Réfugiés dans  
l'Enseignement Supérieur

**PROJET**

**« Ci-RES, Création de Capacités institutionnelles d'intégration des Réfugiés dans  
l'Enseignement Supérieur »**

**Rapport institutionnel de l'Université  
A-Mira, Bejaia - UAMB**

"Projet cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne. Le soutien apporté par la Commission européenne à la production de la présente publication ne vaut en rien approbation de son contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs ; la Commission ne peut être tenue responsable d'une quelconque utilisation qui serait faite des informations contenues dans la présente publication."

**Rédaction : Dr A. SAICHE, Dr Z. HADIBI et le Dr. D. E. KATI**





Création de Capacités Institutionnelles  
d'Intégration des Réfugiés dans  
l'Enseignement Supérieur

## Table of Contents

|   |           |
|---|-----------|
| Abréviations & acronymes.....   | 3         |
| Introduction .....  | 4         |
| Asile et réfugiés en Algérie : Données générales.....   | 5         |
| L'UAMB : une confluence des étudiants-migrants .....  | 7         |
| Note de contexte & Méthodologie .....   | 8         |
| Transposition du modèle SWOT sur les réfugiés dans l'enseignement supérieur : cas de l'UAMB ..... | 9         |
| <b>Facteurs externes.....</b>   | <b>9</b>  |
| Opportunités .....  | 9         |
| Menaces.....  | 12        |
| <b>Facteurs internes .....</b>  | <b>14</b> |
| Forces.....   | 14        |
| Faiblesses .....  | 19        |
| Conclusions .....   | 23        |
| Références .....  | 23        |





Création de Capacités Institutionnelles  
d'Intégration des Réfugiés dans  
l'Enseignement Supérieur

## Abréviations & acronymes

|        |   |
|--------|---|
| AFAD   | <b>A</b> ssociation des <b>F</b> emmes <b>A</b> lgériennes pour le <b>D</b> éveloppement  |
| ANEM   | <b>A</b> gence <b>N</b> ationale de l' <b>E</b> Mploi   |
| BAPRA  | <b>B</b> ureau <b>A</b> lgérien <b>P</b> our les <b>R</b> éfugiés et <b>A</b> patrides  |
| BIT    | <b>B</b> ureau <b>I</b> nternational du <b>T</b> ravail   |
| BTPH   | <b>B</b> âtiment <b>T</b> ravaux <b>P</b> ublics et <b>H</b> ydrauliques  |
| CEIL   | <b>C</b> entre d' <b>E</b> nseignement <b>I</b> ntensif des <b>L</b> angues   |
| CRA    | <b>C</b> roissant <b>R</b> ouge <b>A</b> lgérien  |
| CNES   | <b>C</b> onseil <b>N</b> ational <b>E</b> conomique et <b>S</b> ocial   |
| CREAD  | <b>C</b> entre de <b>R</b> echerche en <b>E</b> conomie <b>A</b> ppiquée pour le <b>D</b> éveloppement                                  |
| HDR    | <b>H</b> abilitation à <b>D</b> iriger des <b>R</b> echerches   |
| HCR    | <b>H</b> aut- <b>C</b> ommissariat des <b>N</b> ations <b>U</b> nies pour les <b>R</b> éfugiés  |
| CRIST  | <b>C</b> entre de <b>R</b> echerche sur l' <b>I</b> nformation <b>S</b> cientifique et <b>T</b> echnique                                |
| MAR    | <b>M</b> inistère des <b>A</b> ffaires <b>E</b> trangères   |
| MDN    | <b>M</b> inistère de la <b>D</b> éfense <b>N</b> ationale   |
| MFEP   | <b>M</b> inistère de la <b>F</b> ormation et de l' <b>E</b> nseignement <b>P</b> rofessionnels  |
| MICLAM | <b>M</b> inistère de l' <b>I</b> ntérieur, des <b>C</b> ollectivités <b>L</b> ocales et de l' <b>A</b> ménagement du <b>T</b> erritoire |
| MENA   | <b>M</b> iddle <b>E</b> ast and <b>N</b> orth <b>A</b> frica  |
| MESRS  | <b>M</b> inistère de l' <b>E</b> nseignement <b>S</b> upérieur et de la <b>R</b> echerche <b>S</b> cientifique                          |
| MTESS  | <b>M</b> inistère du <b>T</b> ravail de l' <b>E</b> mloi et de la <b>S</b> écurité <b>S</b> ociale                                      |
| ODD    | <b>O</b> bjectifs du <b>D</b> éveloppement <b>D</b> urable  |
| PME    | <b>P</b> etite ou <b>M</b> oyenne <b>E</b> ntreprise  |
| RASD   | <b>R</b> épublique <b>A</b> rabe <b>S</b> ahraouie <b>D</b> émocratique   |
| UAMB   | <b>U</b> niversité <b>A</b> bderrahmane <b>M</b> ira de <b>B</b> ejaia  |
| UNDESA | <b>U</b> nited <b>N</b> ations <b>D</b> epartment of <b>E</b> conomic and <b>S</b> ocial <b>A</b> ffairs                                |



## Introduction

Ce *Rapport d'Établissement* a pour objectif de faire le point sur les outils et les instruments d'intégration des réfugiés dans l'enseignement supérieur algérien avec comme cas de figure les étudiants-réfugiés de l'Université de Bejaia.

La question des réfugiés intervient dans un contexte national et régional particulier, et ce, pour de multiples motifs. Il serait judicieux de faire le point en guise d'introduction sur la conjoncture migratoire et d'enseignement supérieur pour cerner la problématique dans son acception la plus large.

Sur le plan international, la question migratoire en général s'impose avec acuité dans les débats académiques et politiques sous l'effet d'une globalisation galopante caractérisée, entre autres, par deux éléments inédits. D'une part, les migrations et les mobilités internationales s'intensifient, elles sont désormais un fait planétaire structurel aux mouvements socio-économiques et humains et les réfugiés représentent un segment important de ces flux migratoires ; d'autre part, l'enseignement supérieur est sur la même tendance d'internationalisation, d'où l'intérêt du projet Ci-RES sur la création des capacités institutionnelles d'intégration des réfugiés dans l'enseignement supérieur.

Sur le plan national, l'Algérie a constitué ces dernières décennies un réseau universitaire important composé de 107 établissements d'enseignement supérieur (MESRS). L'Algérie est également devenu un pays d'émigration et d'immigration, un pays envoyeur mais aussi récepteurs de migrants dont les réfugiés qui constituent la partie la plus importante de la communauté étrangère en Algérie.

Les étudiants saharais représentent le plus grand nombre de boursiers dans les établissements de l'enseignement supérieur, avec 15%, suivi par 11% de réfugiés palestiniens boursiers de l'Etat algériens. Ces deux nationalités totalisent ainsi 26% de boursiers : les 74% restant sont partagés entre 64 autres nationalités, bénéficiaires de bourses de l'Etat algériens. Les étudiants étrangers représentent 0,6% du total des étudiants algériens selon une étude du CREAD sur les migrations estudiantines en Algérie (ouvrage à paraître en 2020).

Bien que l'Algérie n'a pas encore de loi dédiée aux réfugiés, les personnes déplacées bénéficient depuis quelques années de certains droits dans le cadre de la protection des réfugiés, notamment l'accès aux soins et à l'éducation « *En 2012, par exemple, les discussions du HCR et ses partenaires avec le gouvernement algérien ont permis de donner accès à tous les enfants réfugiés et demandeurs d'asile aux écoles publiques. Le gouvernement algérien accorde l'accès gratuit aux soins de santé et à l'éducation pour les réfugiés et demandeurs d'asile dans l'ensemble du pays au même titre que tous les Algériens. En plus de la coopération mentionnée ci-dessus, dans le contexte urbain, le HCR*

*collabore étroitement avec le BAPRA et le Croissant-Rouge algérien, chargé de la gestion des camps mis en place pour accueillir les Syriens et les Maliens »<sup>1</sup>*

Nous comptons dans un premier lieu de s'attarder sur la situation de l'enseignement et de la formation au sein de notre établissement UAMB à la lumière des migrations estudiantine en général et des réfugiés en particulier. Pas la suite, il sera question de préciser la méthodologie adoptée avant de repositionner, en dernier lieu, les différents enjeux liés à cette donne sur la matrice SWOT.

## Asile et réfugiés en Algérie : Données générales

Le HCR nous offre dans son dernier rapport, qui remonte à 2015, la situation globale des réfugiés en Algérie, exclusivement établie par ses organes compétents. Il convient aussi de reconnaître que l'absence d'un organe statistique et d'un cadre législatif spécifique sur les demandeurs d'asile et les réfugiés rend la tâche d'estimation délicate, néanmoins, ces chiffres nous donnent plus ou moins un aperçu général. Toutefois, le nombre des Sahraouis demeure inchangé selon le HCR (alors que le gouvernement avance le chiffre du 165000). Cependant, il y a un consensus que la situation conflictuelle au Mali et en Syrie a engendré une vague migratoire prompte ; le rapport note « *un nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile dans les zones urbaines principalement en provenance des pays subsahariens ; les personnes qui ont fui les crises récentes au Mali et en Syrie* ». Cette tendance aurait probablement été revue à la baisse avec le dénouement et/ou la stabilisation, même précaire et fragile, des situations politiques dans ces pays respectifs ?

Le tableau est illustratif de la provenance des réfugiés pris en charge par le HCR.

### Chiffres prévisionnels

| Type de population | Origine                        | Déc. 2013          |                                   | Déc. 2014          |                                   | Déc. 2015          |                                   |
|--------------------|--------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------------------|
|                    |                                | Total dans le pays | Nb personnes assistées par le HCR | Total dans le pays | Nb personnes assistées par le HCR | Total dans le pays | Nb personnes assistées par le HCR |
| Réfugiés           | Rép. démocratique du Congo     | 50                 | 50                                | 40                 | 40                                | 40                 | 40                                |
|                    | Palestiniens                   | 4 020              | 20                                | 4 040              | 40                                | 4 060              | 60                                |
|                    | Divers                         | 100                | 100                               | 260                | 260                               | 250                | 250                               |
|                    | Sahara occidental <sup>1</sup> | 90 000             | 90 000                            | 90 000             | 90 000                            | 90 000             | 90 000                            |
| Demandeurs d'asile | Cameroun                       | 100                | 100                               | 100                | 100                               | 100                | 100                               |
|                    | Mali                           | 220                | 220                               | 400                | 400                               | 300                | 300                               |
|                    | Rép. arabe syrienne            | 800                | 800                               | 1 500              | 1 500                             | 2 000              | 2 000                             |
|                    | Divers                         | 300                | 300                               | 300                | 300                               | 300                | 300                               |
| <b>Total</b>       |                                | <b>95 590</b>      | <b>91 570</b>                     | <b>96 640</b>      | <b>92 640</b>                     | <b>97 050</b>      | <b>93 050</b>                     |

<sup>1</sup> Le Gouvernement algérien estime qu'il y a 165 000 réfugiés dans les camps.

<sup>1</sup> (Cf. <https://algeria-watch.org/?p=50026>, accès le 10/05/2020).

On s'aperçoit que la catégorie la plus importante des réfugiés et demandeurs d'asile sont les sahraouis suivi des palestiniens. La deuxième catégorie regroupe les populations des pays moyen-orientaux en situation de guerre et les subsahariens. Selon les déclarations du représentant du HCR à Alger en 2018, à Alger, Hamdi Bukhari « *le nombre de réfugiés s'élève à 8000 personnes, dont 7000 Syriens enregistrés comme demandeurs d'asile, des Yéménites et des Subsahariens* <sup>2</sup> ».

Certes le volume de réfugiés est plus important, et dépasse largement le nombre pris en charge par le HCR. Aussi, sont nombreux les réfugiés qui sont en Algérie et qui ne sollicitent pas le HCR pour une protection internationale. Par exemple, le volume de la population sahraoui est beaucoup plus important. La population globale dans les camps de réfugiés à Tindouf, est estimée à 173 600 en 2017 (UNHCR, 2018), volume légèrement plus important que l'estimation de l'UNDESA pour 2019. Selon l'étude du HCR, le groupe d'âge le plus important des Sahraoui est celui de 18-49 ans, soit 46% de l'ensemble. Selon le genre, la part de femme est estimée 49,1% et des hommes à 50,9%.

Selon les données de l'UNDESA, il y a 249 075 étrangers en Algérie, dont 80% seraient des populations déplacées ou de réfugiés : 163 223 de Sahraouis, 31 534 de Palestiniens, 3058 de Syriens, 2314 de Libyens et 2353 de Yéménites (UNDESA, 2019). Selon des experts en migrations internationales (Musette, 2020), l'estimation de l'UNDESA est loin d'être complète et sont nombreux les pays pour lesquels, les données n'existent pas : par exemple, le Maroc, la Tunisie ou encore l'Égypte.

Les décisions sur les demandes d'asile suivent une procédure de détermination qui dure environ deux mois pour établir un rapport à transmettre au BAPRA du MAE habilité à statuer. La décision d'octroi du statut pour un réfugié est accompagnée automatiquement par la délivrance d'une carte de réfugié à l'intéressé, il ouvre ainsi droit, conformément aux termes de la convention de Genève, de bénéficier des droits au même pied d'égalité que toutes les autres catégories d'étrangers admis sur le territoire national. La carte de réfugié est d'une durée de validité de trois ans renouvelables.

Si pour les étrangers, l'octroi d'une carte de résidence est subordonné à avoir un permis de travail, les réfugiés quant à eux, et inversement, obtiennent une carte de réfugié pour solliciter une carte de résident étranger, grâce à laquelle ils accèdent au marché du travail formel où la sécurité sociale est automatiquement acquise selon la législation algérienne pour lui et ses ayants droits.

---

<sup>2</sup> <https://www.liberte-algerie.com/actualite/lalgerie-compte-8-000-refugies-295757>

## L'UAMB : une confluence des étudiants-migrants

L'Université de Bejaia est un établissement public universitaire jeune, fondée en 1983 et comptait, à l'époque quelques centaines d'étudiants et peu d'instituts. Elle a mené une ascension fulgurante en accueillant durant l'année académique 2019-2020 près de 7066 nouveaux bacheliers et compte désormais 42442 étudiants dont 1870 en post-graduation et 11969 en fin de cycle. Ces étudiants sont répartis sur 59 licences, 112 spécialités en Master et 80 spécialités en formation doctorale, pris en charge par les huit facultés de l'Université. Leur encadrement est assuré par 1792 enseignants-chercheurs et 1200 agents techniques et administratifs. L'université compte actuellement deux campus universitaires, en l'occurrence Tharga Ouzemour et Aboudaou et a ouvert à Amizour un nouveau campus durant l'année 2019, accueillant ainsi une Ecole Nationale des Sciences et Technologies de l'informatique. Depuis sa création, l'UAMB a délivré plus de 13168 diplômes de graduation et a enregistré 213 soutenances en Post-graduation (PhD & HDR). Avec ses 35 laboratoires et unité de recherches, l'université compte plus de 100 Projets de recherche nationaux et internationaux. La production scientifique est en croissance continue avec plus de 500 publications en moyenne durant les 03 dernières années, figurant dans la base de données SCOPUS, dont près de 400 dans le *Web Of Science*. Cette dynamique de croissance place l'UAMB en pole position à l'échelle nationale dans les différents classements mondiaux, un repositionnement confirmé également à l'échelle internationale. L'UAMB est classée leader national selon l'institution Schimago et 691 à l'échelle mondiale et l'institution britannique Times High Education a confirmé le leadership de l'UAMB en compagnie de l'Université de Sétif<sup>1</sup>, oscillant entre la première et la deuxième place au niveau national.

L'orientation linguistique de l'UAMB tournée vers la francophonie (7 facultés sur huit) a renforcé son rayonnement international comme destination estudiantine à l'échelle régionale et continentale. Elle compte 619 étudiants étrangers durant l'année universitaire 2019-2020 provenant de plusieurs pays de la zone MENA et du continent africain (33 nationalités). Le nombre d'étudiants réfugiés si l'on s'en tient qu'aux cas des pays sous occupation est de 44, à savoir 37 de la Palestine et 7 de RASD. Il y a 201 étudiants du Mali, un pays qui connaît une situation conflictuelle de crise politique depuis 2012. Il sera question d'analyser la situation des étudiants réfugiés, dans leur processus d'intégration au sein de l'UAMB en amont et en aval pour décortiquer et en ressortir les bonnes pratiques mais aussi et surtout les faiblesses pour se doter d'une vision et d'une structure de gestion de l'accueil de cette catégorie vulnérable, objectif même du projet international Ci-RES. Ceci dit, l'accès à titre gracieux aux droits, tels que l'accès à l'éducation en général et dans notre cas de figure à celui de l'enseignement supérieur, représente un acquis de taille conforme aux engagements internationaux de l'Algérie. Il demeure néanmoins que certaines insuffisances existent. Nous nous donnerons le temps d'en revenir sur tous ces aspects dans l'analyse SWOT, pour ce faire, il convient de préciser la méthodologie mobilisée à cet effet.

## Note de contexte & Méthodologie

En vue de recueillir des données, l'équipe du projet Ci-RES de l'UAMB a constitué son *Focus Group*. Ce dernier compte une poignée d'acteurs intervenants sur la thématique des réfugiés au sein de la ville de Bejaia. Le *focus group* compte deux enseignants-chercheurs au sein de notre Université en les personnes de D<sup>res</sup>. Hider Fouzia et Touati Radia, une association à but non lucratif, le représentant des collectivités locales qui est le vice-président de la mairie de Bejaia en l'occurrence M. Chouali Boualem, des représentants et de la communauté des réfugiés palestiniens et sahraouis mais aussi des représentants de la communauté estudiantine algérienne et étrangère en général, ces derniers sont organisés sous forme d'associations estudiantines qui activent dans le milieu universitaire.

Il a été prévu d'organiser des rencontres des membres de notre *focus group* en vue d'exploiter les informations qui seraient recueillies au cours des discussions, toutefois, la conjoncture de crise sanitaire et la fermeture de l'Université a impacté le déroulement de l'activité. Toutefois, des contacts à distance (appels téléphoniques et réseaux sociaux) ont eu lieu dans l'expectative que les conditions de normalité soient réunies pour organiser ces rencontres, une manière d'enrichir ce présent rapport avec les données non-recueillies jusque-là.

La feuille de route méthodologique étant déjà recommandé par les partenaires européens consistant à la transposition du modèle SWOT, il ne serait donc pas d'une grande utilité de s'y attarder davantage, nous passerons directement à l'analyse de la situation des réfugiés dans l'enseignement supérieur à l'UAMB pour ressortir les forces et les opportunités qui se pointent mais aussi et surtout les faiblesses et les menaces pour remédier aux insuffisances. Nous proposons ainsi une grille d'analyse qui reposera sur les facteurs externes pour appréhender l'environnement global de la condition des réfugiés dans l'enseignement supérieur avant de s'étaler par la suite sur les facteurs internes liées à l'UAMB, c'est une manière de croiser deux regards, l'un est exogène avant de s'immiscer avec une approche endogène à l'établissement.



## Transposition du modèle SWOT sur les réfugiés dans l'enseignement supérieur : cas de l'UAMB

Il sera question tout au long de cette partie d'extrapoler les données et informations de notre problématique à l'aide de la matrice SWOT.

### Facteurs externes

Le choix de débiter l'analyse avec les facteurs externes a déjà été avancé précédemment. L'environnement de la formation des réfugiés au sein de l'UAMB offre naturellement des opportunités mais aussi des menaces, ce qui est lié aux conditions externes à l'établissement et même au pays. Nous passerons en revue les enjeux en question.

#### Opportunités

L'environnement externe offre des opportunités pour l'intégration des réfugiés dans l'enseignement au sein de l'UAMB. Nous répertorions ici les principales opportunités en question sous forme de points thématiques :

#### *L'orientation Linguistique de la formation*

L'UAMB a adopté la francophonie comme langue d'enseignement et pour l'écrasante majorité de ses formations (abstraction faite de la filière droit et sciences politique qui accueille également les étudiants arabophones et qui n'arrivent pas à apprendre la langue française. C'est ainsi que l'étudiant sahraoui interviewé a effectué un changement, après une année d'étude, vers cette spécialité justement pour étudier en langue arabe étant mal à l'aise avec le français).

Le choix fait par l'UAMB pour la pluralité linguistique lui a permis, de l'aveu des étudiants étrangers, de se positionner comme une destination où l'intégration académique est plus accessible pour les réfugiés provenant de tous les pays de la zone francophone. Il est à mentionner qu'une année préparatoire visant la maîtrise de la langue française est proposée aux étudiants des insuffisances linguistiques, tout comme il existe au niveau de l'UAMB un Centre d'Enseignement Intensif des Langues (CEIL) dédié à l'apprentissage gratuit des langues.

Le choix de l'orientation linguistique est un facteur déterminant pour le rayonnement de l'Université à l'international. Des orientations ministérielles avec une volonté manifeste et des projets sont déjà en œuvre pour procéder à la mise sur pied de l'enseignement en langue anglaise. La tendance étudiante est très favorable à ce changement selon un sondage d'opinion sur un échantillon de 33 000 étudiants mis en ligne par le MESRS (95,2% des voix exprimées sont favorables). Ce remplacement linguistique contribuera incontestablement, à moyen terme, au rayonnement de l'enseignement, à la visibilité de l'Université et la valorisation de la production intellectuelle exigée par un marché de

l'emploi de plus en plus mondialisé. L'attraction des étudiants internationaux dont les réfugiés serait incontestablement plus forte !

### *Marché du travail de plus en plus ouvert*

Il est vrai que l'économie algérienne est presque mono-exportatrice des hydrocarbures, toutefois, la libéralisation et l'émergence de l'initiative privée est de plus en plus présente dans le paysage économique du pays. Aussi, les programmes gouvernementaux tendent vers une diversification économique, ce qui aurait pour conséquence l'augmentation de la demande en main-d'œuvre qualifiée nationale ou étrangère dont les réfugiés. Au niveau local, le tissu industriel en PME de la Wilaya de Bejaia est riche et diversifié. Avec un potentiel touristique qui reste peu exploité mais fortement prometteur. Des débouchés existent pour peu qu'un Management territorial et une gouvernance efficace soient adoptés. Le gouvernement est contraint d'aller vers plus d'ouverture et de débureaucratization pour créer de la richesse et de l'emploi pour se prémunir des effets des chocs sur le marché du travail. Des prémices d'ouverture économique sont visible !

Selon un rapport d'enquête d'analyse et de prévisions réalisé par le BIT et l'ANEM sur le marché de l'emploi locale (Bejaia) en 2017. Le rapport a fait état de l'importance du tissu industriel local (382 unités en activité couvrant presque toutes les branches d'activités, avec une dominante manufacturière et transformation agro-alimentaire & 3 zones industrielles en activité et deux autres en construction). Le rapport a conclu que "le marché de l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur est en émergence" et a dénombré la liste des métiers universitaires exigés par les employeurs :

- i) **Secteur des services** : Les chargés d'études - Les commerciaux - Les comptables et financiers- Les enseignants en anglais
- ii) **Secteur du BTPH** : Les architectes et topographes - Les cadres en génie civil et hydraulique - Les cadres en travaux publics - Les conducteurs de travaux en bâtiments
- iii) **Secteur de l'industrie** : Les électrotechniciens et électromécaniciens - Les maintenanciers industriels - Les chimistes industriels - Les automaticiens - Les contrôleurs de qualité dans les industries agro-alimentaires - Les biologistes et laborantins

L'émergence d'une économie sociale est solidaire serait de nature à aider les réfugiés dans leur processus d'intégration, l'avant-projet de constitution actuellement en débat prévoit des articles d'ouverture à ces segments importants pour la croissance économique. Les réfugiés, notamment universitaires, pourraient constituer une main-d'œuvre qualifiée absorbée par la dynamique économique qui en découlera. En définitive, le marché du travail local est porteur de perspectives professionnelles pour les diplômés universitaires

dont les réfugiés. Cependant, si des opportunités sont visibles et si l'insertion au sein de l'Université est assez facile, un travail de partenariat avec les acteurs socio-économiques et dans la société en général s'impose pour une intégration effective, Monica Aguide, étudiante en communication, de la république centrafricaine avoue à propos de la trajectoire classique des étudiants en manque d'insertion en dehors des bancs de l'Université, à une question sur les éventuelles opportunités en Algérie, sa réponse :

*« Non ça je n'imagine même pas, déjà qu'en été passé j'ai essayé de trouver un job d'été mais sans réponse parce que je suis probablement étrangère alors travailler n'est pas très accessible (...) Les opportunités ! Je n'en vois pas vraiment, tout ce qu'on fait c'est étudier, avoir les notes pour vite finir et quitter. Raison pour laquelle dès le début de l'été les étudiants étrangers font vite pour rentrer chez eux »*

L'insertion académique n'est pas accompagnée forcément par une insertion sociale et économique de cette frange structurelle de l'UAMB alors que le marché de l'emploi est demandeur !

### *Les performances d'UAMB : une formation solide*

Les performances enregistrées par l'UAMB mentionnées précédemment et les défis qu'elle relève incessamment sont de nature à offrir un diplôme prisé par le marché du travail local mais aussi national pour les réfugiés qui optent pour s'installer en Algérie. Le marché international serait une opportunité aussi avec la perspective de retour aux pays d'origine pour contribuer grâce aux compétences acquises au développement sociale et au bien-être de leurs communautés fragilisées par les divers facteurs d'instabilité. La multiplication des formations doctorales et des laboratoires de recherche est un facteur important pour peu que les conditions d'accès au troisième cycle soient facilitées pour les étudiants-réfugiés les plus brillants.

Hamza, étudiant palestiniens à l'UAMB en Master Génie mécanique déplore le manque d'une orientation spécifique sur les opportunités de stage dans les entreprises notamment durant les mois de vacances d'été tout comme il regrette que sa catégorie ne soit pas incluse dans les programmes extra-université, au-delà de ces deux remarques, il se dit très satisfait des conditions générales liées à son expérience en Algérie, où il ambitionne déjà d'y mener sa carrière professionnelle. Hamza tout comme Mahmud, étudiant sahraoui, souligne la qualité de l'écoute des enseignants :

*« Le point le plus satisfaisant et l'écoute ainsi que la compréhension des enseignants pour notre cas, notamment pour l'aspect relatif à notre niveau en langue française qui n'est pas avancé, toutefois, je déplore la régularité des mouvements de grèves et l'absence de mesures pour nous permettre de mieux s'intégrer à travers des stages pratiques en dehors de l'Université ».*

L'appui reçu par les enseignants est salué plus que l'accompagnement de l'administration qui elle aussi se trouve dépassé face à des situations inédites des étudiants étrangers, il est clair qu'il y a un manque de formation du staff administratif ou d'un service particulier qui leur est dédié compétent et formé à cet effet.

## Menaces

### *Absence d'une gouvernance coordonnée des réfugiés*

La gouvernance des migrations en Algérie est qualifiée par les experts en la matière d'une 'gouvernance éclatée'. Cette qualification renseigne sur la multiplicité d'acteurs qui interviennent dans la gestion des flux migratoires. Les migrants en Algérie sont catégorisés en fonction du département et de l'instance gérante. Les deux acteurs principaux sont le MAE (migrations régulières) et le MICLAT (migrations irrégulières). Le MDN également intervient (sécurisation des frontières). D'autres ministères interviennent pour des catégories cibles : les étudiants et stagiaires par le MESRS et le MFEP ainsi que les travailleurs par le MTESS. Une autre catégorie d'acteurs intervient avec des missions particulières, telles que la justice (naturalisation & établissement de documents), les finances (transfert d'argent), la santé et la solidarité nationale. Il y a également les acteurs de la société civile (CRA, le CNES, AFAD, Réseau NADA et plusieurs autres associations). Il y a clairement absence d'une formulation explicite d'une politique nationale avec stratégie, objectifs et budget selon les standards internationaux. Cependant, les engagements internationaux comme le Pacte Mondial des Migrations Internationales et les ODD, dont les migrations figurent dans l'objectif 10 et en relation avec les 17 objectifs, sont de nature à exhorter les Etats à adopter des cadres législatifs en la matière. L'Algérie est classée en 2019 dans l'atteinte des ODD 53<sup>eme</sup> sur 162 pays. Elle est leader des pays du groupe MENA, des pays de la Ligue Arabe et des pays africains.

Ces engagements internationaux notamment les ODD incluent notamment les catégories les plus fragiles dont les objectifs visent à 'promouvoir l'inclusion des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides dans les cadres nationaux de développement'. Ce qui poussera la gouvernance des migrations à plus d'harmonisation et à l'Algérie d'adopter un cadre législatif et des lois sur les réfugiés conformes aux standards internationaux. La menace réside ici et découle de cette gestion des mouvements migratoires, notamment les étudiants étrangers qui, parfois, se voient contraints d'observer un congé académique d'une année pour l'arrivée et l'inscription très tardive (de nombreux étudiants sont arrivés vers la fin du mois de février durant l'année en cours) pour multiples motifs liés à aux circuits bureaucratiques dans le processus d'accueil (retard dans la délivrance des visas...). Une défaillance de coordination existe entre les acteurs qui interviennent dans le processus et qui engendre des situations intenable pour ces étudiants. Ces failles existent également dans l'orientation au niveau ministériel à en croire l'étudiante interviewée ; Monica Aguide :

*« Le ministère n'a pas du tout envoyé un représentant pour récupérer les étudiants à l'aéroport donc c'était difficile de retrouver ma wilaya. Ensuite je devais faire un transfert parce que ma filière était en arabe dans la wilaya qu'on m'a attribuée et c'était ça le plus difficile, mon pays n'a pas d'ambassade ici donc je devais faire seule toutes les démarches et aux ministères de l'enseignement supérieur on ne prend pas vraiment le temps pour écouter j'ai fait un aller-retour Béjaïa-Alger 4 fois avant d'obtenir finalement le transfert ».*

Un support serait d'une aide importante pour ces étudiants qui viennent pour la première fois avec une plateforme de gestion sur le web.

### *Fluctuation de la situation économique de l'Algérie & multiplication des foyers de tension au niveau régional*

Une autre menace serait liée à la situation économique du pays. Cette dernière pourrait constituer une contrainte quant à l'intégration des réfugiés, notamment les fonds consacrés à leur prise en charge. L'Algérie connaît un choc pétrolier depuis 2014 qui a impacté ses ressources financières. Les perspectives professionnelles pourraient se rétrécir davantage avec la diminution éventuelle des subventions accordées. Déjà que les étudiants interrogés sont unanimes sur le fait que la bourse qui leur est accordée, identique à celle des étudiants nationaux, est insuffisante.

Une autre éventuelle menace est liée à la conjoncture dans la région subsaharienne qui connaît depuis quelques années déjà plusieurs épisodes de crises politiques et sécuritaires. Le risque du glissement de la situation engendrerait inévitablement d'importantes vagues migratoires, faits qui vulnérabiliseraient davantage les populations qui seraient contraintes de se déplacer vers des horizons plus cléments pour y vivre et aspirer à l'éducation des plus jeunes.

### *Absence de stratégie spécifique en directions de l'encadrement efficace des réfugiés*

Alors même que les étudiants réfugiés accèdent naturellement à des droits au même titre que les étudiants algériens (gratuité de la scolarité, sécurité sociale, soins médicaux et des commodités de la vie comme la résidence universitaire et la restauration), il n'en demeure pas moins que cet accompagnement manque de coordination et d'une stratégie globale et en programmes spécifiques ciblant cette catégorie. Le processus d'intégration dans l'enseignement supérieur est naturel. Des programmes spécifiques manquent en termes d'appui, et un personnel formé en vue de faciliter leur intégration surtout durant la formation mais aussi après l'obtention du diplôme en vue de capitaliser leurs acquis et leurs

faciliter le contact avec le milieu socio-économique. Il existe des mécanismes généraux au niveau de l'UAMB comme le bureau de liaison Université Entreprise (BLUE), le Centre des carrières (CDC), un Bureau des étudiants internationaux au Rectorat de l'Université et même un forum de rencontre étudiants-Entreprises qui s'organise annuellement. Toutefois, aucune attention particulière n'est accordée à cette catégorie et qui serait envisagée en fonction de ses particularités. La planification d'une coordination intersectorielle entre ces mécanismes en incluant les partenaires socio-économiques serait de nature à se doter d'une vision et d'indicateurs de mesure de la réussite de l'intégration des étudiants-réfugiés en termes de débouchés professionnelles, une intégration sociale effective, une représentation organique syndicale ou associative. Les indicateurs de résultats à ce niveau n'existent pas, ce qu'il faudra prendre en compte dans une stratégie conçue à cet effet.

Ces étudiants-réfugiés accomplissent majoritairement les deux premiers cycles (Licence et Master), des appels à candidatures et à propositions spécifiques n'existent pas hormis les programmes internationaux notamment européens véhiculé par l'UAMB qui incluent cette catégorie. En définitive, il convient de mentionner que les acteurs et les mécanismes existent ainsi que la volonté d'intégration de cette catégorie vulnérable au vu du nombre important des étudiants étrangers accepté par le MESRS, toutefois, le manque trouverait son origine dans l'absence d'une stratégie spécifique et proactive entre l'ensemble de ces acteurs pour construire les passerelles et une ingénierie de gestion multi-acteurs.

Des programmes spécifiques sont essentiels pour une insertion réelle au-delà de l'Université. C'est un des chemins de l'intégration effective, car si les étudiants palestiniens et sahraouis sont facilement intégrés grâce à des spécificités communes et qu'ils ont tenu à mentionner comme le rapprochement culturel et passionnel avec le peuple algérien (on se considère chez nous disent-ils), d'autres étudiants de nationalités africaines montrent moins d'enthousiasme quant à leur intégration dans la société algérienne, certes, les représentations sociales sont un facteur déterminant et explicatif de cette ambivalence.

## Facteurs internes

Il sera question ici de revenir sur les facteurs de force mais aussi de faiblesse interne à l'UAMB en rapport avec les étudiants réfugiés

### Forces

#### *Un classement en haut du tableau des universités algériennes*

L'université de Bejaïa a fait un grand progrès dans le domaine scientifique. Ce progrès lui a permis d'être à la tête du classement des universités algériennes, par le classement effectué le mois de juin 2018 sur le site de l'institution *Scimago*, il lui a aussi permis de conforter sa position de leader des universités algériennes, dans le classement mondial des universités "Times Higher Education 2019". Ce classement qui comprend plus de 1 250

universités, a positionné l'université de Bejaia au premier rang des universités algériennes, et à la place 801 à l'échelle mondiale.

Ainsi, l'université de Bejaia représente une opportunité aux étudiants réfugiés de bénéficier d'une formation de qualité, non seulement grâce au classement de l'université, mais aussi les multiples cas de diplômés de l'université de Bejaia qui ont pu réussir scientifiquement et professionnellement à l'étranger.

### *Riche bibliothèque*

La bibliothèque de l'université Abderrahmane Mira de Bejaia s'est très vite développée, centralisée initialement au campus de Targa Ouzmour, puis sur le nouveau campus d'Aboudaou. Elle s'est aujourd'hui décentralisée sur les facultés, de ce fait chaque faculté dispose d'une bibliothèque spécialisée propre à elle destinée aux étudiants, enseignants, chercheurs et le personnel de l'université. Le fonds documentaire est très riche, il est composé d'ouvrages généraux et spécialisés, Revues, thèses et mémoires, dictionnaires et encyclopédies. En chiffres le fonds documentaire se traduit par :

- 61 409 titres d'ouvrages avec 370 000 exemplaires ;
- 22 439 titres de thèses et mémoires avec 43 854 exemplaires ;
- 255 titres de revues avec 2 683 exemplaires ;
- Ressources électroniques 119 supports (CD, logiciels...) avec 1437 exemplaires.

La Bibliothèque dispose d'un catalogue en line, avec une possibilité de téléchargement gratuit de thèses, mémoires et revue scientifiques.

### *Adoption efficace des technologies de l'information et de la communication*

L'université de Bejaia est consciente de l'importance de la numérisation et de l'accès à l'Internet, et sur cette base, elle s'efforce à mettre à jour les équipements et outils en fonction de l'évolution des technologies de l'information et de la communication :

- Site web dynamique, interactif et régulièrement actualisé.,
- Connexion Internet de haut débit destiné aux étudiants, enseignants et agents technique et d'administration de l'université. La connexion est également assurée au niveau des résidences universitaires ;
- Plateforme E-learning fonctionnelle et opérationnelle permettant la mise en ligne des supports de cours et autres supports pédagogiques ;
- Utilisation systématique des réseaux sociaux visant principalement la diffusion de l'information et la veille sur les réactions de la communauté universitaire ;
- La webTv de l'université qui est un outil puissant de dissémination des conférences et activités pédagogiques et scientifiques de l'université.

- La newsletter électronique de l'université
- Utilisation de la plateforme du Centre de Recherche sur l'Information Scientifique et Technique (CRIST), qui permet un accès gratuit à plusieurs bases de données scientifiques de documentation en ligne (revues, chapitres...).

### *Des facilitations considérables par l'administration dans l'inscription et le suivi des études*

Tenant Compte de la situation, sociale, économique et psychologique difficiles, dans lesquelles les réfugiés vivent. L'université de Bejaia s'efforce de fournir toutes les facilitations possibles à ses étudiants étrangers en général, et aux réfugiés en particulier, dans les limites permises par la réglementation. Les départements d'enseignement restent attentifs à leur progression et aux éventuelles difficultés linguistiques. Il est intéressant de signaler la régularité, l'assiduité et l'importance qu'accordent ces étudiants à leurs cursus. Ce sont généralement de bon étudiants justifiant de résultats satisfaisants.

Sur cette base, l'Université de Bejaia essaie de traiter les étudiants-réfugiés d'une manière spécifique, en leurs facilitant les processus d'inscription, et en les insérant dans leurs classes malgré l'arrivée tardive dans la majorité des cas. Hormis ces mesures, les réfugiés reçoivent le même traitement que ceux réservés aux étudiants nationaux.

### *Plusieurs offres de formations de master et de doctorat*

L'Université de Béjaïa est une université pluridisciplinaire composée de huit facultés : Technologie, Sciences Exactes, Droit et Sciences politiques, Sciences de Nature et de la Vie, Lettres et Langues, Sciences Humaines et Sociales, Sciences Economiques et de Gestion et Sciences Commerciales et en fin Sciences Médicales. Ils sont structurés en 33 départements pédagogiques, 59 spécialités en licences, 112 spécialités en Masters, 80 spécialités en doctorat. Sur ce dernier volet l'Université de Bejaia organise annuellement les concours d'accès au troisième cycle, et elle a proposé plus de 230 postes, par contre l'accès aux études de master reste sans conditions, si ce n'est la validation du diplôme de licence.

### *Plusieurs laboratoires et revues scientifiques*

Parmi les points forts nous pouvons aussi citer les mécanismes de recherche scientifique que l'université de Bejaïa propose. Il s'agit notamment des unités et des laboratoires de recherche dans les différentes spécialités qui existent dans notre établissement, il est représenté actuellement par une (01) unité de recherche (à Faculté des Sciences Exactes) et 35 laboratoires de recherche, agréés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

La dynamique de recherche et traduite aussi par les équipes de recherche en activité à l'université de Bejaïa, puisqu'en 2018 elle a enregistré 84 projets en activité et 36 projets



soumis pour agrément. Par ailleurs l'Université édite régulièrement 10 revues scientifiques de renom nationale et internationale.

### *Services sociaux résidences, restauration, transport*

S'agissant du volet social, une prise en charge presque totale des étudiants est proposée par la direction des œuvres universitaires de la wilaya de Bejaia, c'est le cas d'ailleurs de toutes les universités algériennes en générale. L'hébergement, la restauration et le transport sont garanti par l'Etat.

Concernant l'hébergement, la wilaya de Bejaia compte douze résidences universitaires, disposant de plus de vingt mille lits. La plupart concentrés dans la ville de Bejaia, et d'autres dans les villes d'Amizour et d'Eelksar. En ce qui concerne la restauration, chaque résidence universitaire ainsi que les pôles universitaires, disposent d'un restaurant universitaire. Le transport est également gratuit et est assuré en liant toutes les résidences, les grands quartiers de la ville et toutes les villes dans un périmètre de 50 Km aux pôles universitaires d'enseignement.

### *Assurance sociale, Sport et loisirs*

L'Université de Bejaia garantit à ses étudiants une sécurité sociale géré par la Caisse Nationale d'Assurance Sociale, qui couvre la plupart des coûts de traitement, y compris le remboursement des médicaments et les chirurgies. En ce qui concerne le loisir et le sport, en plus des infrastructures sportives (salles omnisport) dans les campus et au niveau des résidences universitaires, la ville côtière de Béjaïa et ses alentours offre un environnement renfermant un patrimoine naturel et historique de grande valeur qui ravissent ses visiteurs (parc national de Gouraya, 120 km de côtes, massifs forestiers, ville historique 3 fois millénaire...) Tout cela, en plus de la dynamique académique et de recherche, rend l'université de Béjaïa plus attractive aux étudiants étrangers dont les réfugiés.

### *Une opportunité pour découvrir d'autres cultures*

Etudier à l'université de Bejaïa est également synonyme d'interaction sociale et culturelle d'une grande diversité. Considéré comme carrefour des civilisations, l'université de Béjaïa porte bien l'héritage de sa ville. Ainsi, la ville a une longue tradition d'accueil de savants, de penseurs et d'érudits depuis le 11<sup>e</sup> siècle. Aussi, la population locale initialement de culture amazigh-kabyle s'est bien imprégnée des nombreuses civilisations qui ont traversé la région et est très sensible et attentive à ses visiteurs. Avec tout cet héritage, l'accueillante population béjaoui, dont l'université, est souvent polyglotte ce qui a fortement contribué à son ouverture. Les étudiants étrangers dont les réfugiés développent ainsi de nouvelles relations leur permettant de facilement interagir et de s'intégrer dans l'environnement socio-universitaire béjaoui. Les étudiants interviewés rapportent qu'ils apprennent en plus des langues d'enseignement, plusieurs phrases de la langue amazigh

Les étudiants réfugiés peuvent également interagir avec leur camarades porteurs d'autres cultures internationales, en particulier celles des pays africains. En effet, plus de 80% des étudiants internationaux de l'UAMB viennent du continent africain avec 33 différentes nationalités.

### *Un staff consistant et des infrastructures considérables*

L'université de Béjaïa compte aujourd'hui un effectif d'enseignants-chercheurs de 1 792 pour 42 442 étudiants, offrant ainsi un taux moyen d'encadrement d'un enseignant pour 24 étudiants (équivalent au taux national). En outre, 1 200 personnels techniques et administratifs veillent en permanence au bon déroulement des activités d'enseignement et de recherche.

La capacité d'accueil de l'université avoisine les 52 000 places pédagogiques accompagnées des infrastructures nécessaires et spécialisées (espaces de cours et de travaux dirigés, centre de calcul, laboratoires de travaux pratiques, laboratoires de langues, hall de technologies, laboratoires universitaires de recherche, centres de recherche...). Les étudiants-réfugiés bénéficient de cet écosystème académique et de recherche à l'avantage d'une formation complète et de qualité.

### *Bejaia une ville à multiples avantages*

L'université évolue au sein de la ville de Béjaïa, autrefois appelée aussi par les français Bougie et appelé aussi *Saldæ* au temps des Romains, elle devient au Moyen Âge l'une des villes les plus prospères de la côte méditerranéenne, capitale de grandes dynasties musulmanes. D'abord connue en Europe en tant que lieu de science et de savoir depuis des siècles Béjaïa a également joué un rôle important dans la diffusion des « chiffres arabes » en occident. Elle mérite le nom de « perle de l'Afrique du nord » donné par L'archiduc Louis Salvator de Habsbourg à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Grâce à une situation géographique stratégique et la présence d'un port et d'un aéroport, elle possède un des plus important pôle industriel au niveau national et africain.

L'ensemble de ses attributs confère à l'étudiant-réfugié un environnement propice à son évolution en développant un tant soit peu des références pouvant orienter son projet professionnel et à termes envisager ses premières expériences professionnelles dans la région.

### *La coopération nationale et internationale, une priorité absolue pour l'université de Bejaïa :*

La volonté d'ouverture nationale et internationale de l'Université de Béjaïa s'est traduite aujourd'hui par la signature de plus d'une **centaine de conventions cadres de coopération (106)** avec des établissements universitaires de plusieurs pays (France, Italie, Russie,

Espagne, Roumanie, Canada, Ukraine, Tunisie, Maroc, Turquie, etc.) et de 70 conventions au niveau national. Ces accords ont été conçus pour faciliter les échanges académiques et scientifiques, la mobilité des enseignants chercheurs, étudiants et personnel universitaire. Ainsi, l'université vise à construire des passerelles d'échanges d'expériences et de compétences mais aussi l'amélioration des méthodes pédagogiques, booster la recherche scientifique et ériger un réseau de coopération solide et pérenne. Les premiers bénéficiaires restent les étudiants au sens large et les étudiants réfugiés comme catégorie non dissociable de l'effectif global étudiant. Aussi, l'université émerge continuellement dans plusieurs projets de mobilité et de renforcement des capacités institutionnelles dans l'enseignement supérieurs.

#### Faiblesses

##### *Manque d'expérience dans les questions des réfugiés*

Pour l'Université de Bejaia, la question des réfugiés est une nouvelle expérience, il est vrai qu'elle a reçu et formé beaucoup d'étrangers depuis sa création, mais principalement dans le cadre des accords avec des pays africains. Par contre les réfugiés n'étaient pas nombreux, ce qui fait que le staff de l'université manque des bonnes pratiques en matière de relation avec les étudiants réfugiés, et ceci nécessite leur préparation et formation pour acquérir les modalités de prise en charge de ces étudiants.

En réponse à la situation difficile vécue par les étudiants réfugiés, il est naturel que la personne qui vit en dehors des frontières de son pays ne se sente pas en sécurité, et les réfugiés se trouvent dans une situation plus difficile, surtout si leurs parents sont présents dans des zones de conflit, ce qui engendre un état psychologique difficile, et cela affectera sans aucun doute leurs résultats académiques.

##### *Le problème de la langue*

Le problème de la langue se pose de deux façons. D'une part, il y a une différence dans la langue de communication, étant donné que les habitants de la région parlent le dialecte kabyle qui fait partie de la langue amazighe alors que les réfugiés parlent soit la langue arabe soit la langue française, ce qui rend l'inter-communication difficile au départ, néanmoins, les habitants de la région plus ou moins à la fois l'arabe et le français comme seconde et troisième langue, ce qui atténue les difficultés. D'autre part, les difficultés liées à la différence des langues d'usage dans l'enseignement dans les différents pays de provenance, toutefois, une année préparatoire est prévue à cet effet.

### *La bureaucratie et absence d'un traitement adapté*

La bureaucratie est une forme d'organisation du travail, elle désigne une administration publique dont l'action est encadrée par le droit. Héritée de la France pendant la période coloniale, elle est devenue un fardeau, une mauvaise pratique au cours des années du socialisme, elle est aujourd'hui synonyme d'alourdissement et de lenteur des actes administratifs.

En dépit des efforts que l'Etat a fourni pour éliminer le modèle bureaucratique de gestion, en l'occurrence la digitalisation de certains processus, certaines pratiques restent enracinées dans les modes de gestion de l'administration algérienne, d'autre part nous pouvons aussi parler de l'absence d'un traitement adapté envers l'étudiant réfugié qui présente certaines particularités dues à son parcours.

### *Le problème de grèves*

Le problème des grèves est récurrent à l'Université de Bejaia et peut sérieusement altérer et réduire le temps pédagogique. Même si cela reflète le degré de maturité et sensibilisation des étudiants à exprimer leurs opinions et de réagir aux mutations internes et externes, la fréquence des grèves provoque de grandes perturbation dans le déroulement des cours et l'achèvement des programmes d'enseignement.

Les conséquences des grèves sur les étudiants étrangers et le réfugiés en particulier sont plus néfastes. L'arrêt des enseignements engendre une situation de vide académique, sans avoir le choix de pouvoir envisager d'autres activités. Aussi, ils n'arrivent pas à tirer profit des ruptures causées par les grèves.

### *Absence d'accompagnement vers l'employabilité*

En plus des particularités du statut de réfugié nécessitant des autorisations de travail, l'employabilité des étudiants-réfugiés post-formation n'échappent pas à la situation générale de l'employabilité du diplômé algérien au sens large. Principalement, le rôle de l'université se résume dans la transmission des connaissances aux étudiants, et leur garantir une bonne formation afin qu'ils puissent s'insérer dans le monde professionnel. Toutefois, cela reste insuffisant eu égard aux longues périodes de chômage que vivent les diplômés avant de trouver un emploi. Actuellement l'université tente d'étendre son rôle pour accompagner les diplômés universitaires dans leur insertion professionnelle : création du CRE (club de recherche d'emploi) CDC (Centre de carrière) ME (maison de l'entrepreneuriat). Cependant, ces structures sont nouvellement créées et sont en plein apprentissage et structuration. En dépit de l'espace que l'université réserve chaque année aux entreprises et aux partenaires sociaux en général, afin de créer des forums d'interaction entre les étudiants et les futures employeurs, la problématique du chômage

post-étude reste multifactorielle ne relevant pas uniquement des efforts de l'université pour l'accompagnement de ses diplômés.

### *Risque d'incohérence dans les cursus d'études pour certain parcours*

Bien qu'un dossier retraçant le parcours de formation des étudiants réfugiés soit demandé afin d'évaluer les équivalences et l'adéquation des spécialités de formations, des incompatibilités peuvent surgir. En effet, les étudiants arrivent avec des orientations ministérielles et les enseignements dispensés au niveau de l'Université de Bejaia peuvent ne pas être adéquats avec les parcours des étudiants réfugiés. Par exemple, dans certains cas, l'étudiant commence ses études dans son pays d'origine et poursuit ses études supérieures à l'Université de Bejaia n'ayant pas suffisamment cumulé les prérequis nécessaires. Ce qui augmente ainsi le risque d'échec dans leur cursus de formation dans l'université d'accueil.

L'inadéquation de la formation par rapport au projet professionnel de l'étudiant-réfugié est également un risque. C'est le cas par exemple d'un étudiant formé dans des domaines qui ne correspondent peut-être pas aux offres professionnelles de son pays d'origine.

### *Prise en charge réduite pendant les vacances et aux moments exceptionnels*

Parmi les problèmes dont souffrent les étudiants réfugiés, en particulier lorsqu'ils sont loin de leurs familles, la prise en charge en termes de restauration et de transport universitaire. En effet, les restaurants universitaires ferment leurs portes pendant les vacances ainsi que le transport universitaire, en particulier durant les vacances d'été. Comme les étudiants restent dans les résidences universitaires, ils prennent à leur charge les frais de la restauration, ce qui les met face au problème du pouvoir d'achat. Dans ce contexte on peut parler du rôle que peuvent jouer les associations caritatives et la société civile en général, mais le manque d'expérience dans ce domaine a empêché de faire le lien entre les associations, la société civile et les étudiants étrangers.

### *Absences de programmes culturels et sportifs destinés spécifiquement aux réfugiés*

Restant dans le même contexte, nous pouvons aussi soulever le manque de programmes culturels et sportifs destinés aux réfugiés, notamment durant la période des vacances. C'est aussi une conséquence de l'absence de coordination entre l'université et les associations à vocation humanitaire et des questions de réfugiés qui auraient pu jouer un rôle important dans la programmation d'activités sportives et culturelles qui encouragent les échanges culturels, d'une part, et facilitent l'intégration des étudiants dans la société, d'autre part. La seule association universitaire existante est la CEEB (Communauté des Etudiants

Etrangers de l'Université de Béjaïa) qui organisent quelques activités soutenues par l'université. Toutefois, la CEEB est principalement composée d'adhérent des pays de l'Afrique noire et les étudiants de la région MENA ne s'y identifient pas.

### *L'absence d'un cadre juridique*

L'absence d'un cadre juridique régissant l'encadrement des étudiants réfugiés et garantissant et facilitant leur intégration, reste le plus grand handicap à la mise en place structurelle de procédures et de bonnes pratiques pérennes. A ce jour, cela relève des initiatives de chaque établissement. Car s'il existait au moins un cadre réglementaire même interne à l'université qui définit les droits et obligations de cette catégorie d'étudiants, sous forme d'un guide, il aurait été une solution préventive pour remédier à toutes les déficiences et problèmes dont souffrent les étudiants réfugiés. Soit par rapport à ce qui est lié au côté académique ou à la vie quotidienne.

## Conclusions

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que ce rapport gagnerait à être davantage enrichi lors des discussions réelles du *focus group*, néanmoins, il offre déjà un panorama général sur la condition des réfugiés au sein de l'enseignement supérieur algérien à travers le cas de figure de l'UAMB.

Il est vrai que l'affluence des étudiants étrangers en général et des réfugiés en particulier est un signe fort de la volonté de l'Etat d'offrir, à sa charge, une formation supérieure à cette catégorie vulnérable. Cependant, malgré les nombreuses forces et opportunités que présente l'UAMB, la trajectoire de ces étudiants trébuche naturellement sur des insuffisances qu'il convient de mettre en lumière en vue de mieux intervenir techniquement pour une gestion plus soucieuse des exigences et des besoins de cette frange désormais structurelle du paysage étudiant local et national. Elle est appelée également à tirer profit des opportunités en s'appuyant sur les forces existantes dans l'enseignement supérieur algérien et le pays dans sa dynamique nationale de développement.

## Références

HCR. Appel global 2014-2015. Algérie

<https://www.unhcr.org/fr/52bbeaccb.pdf> (Consulté le 12-15-2020)

Journal Liberté : <https://www.liberte-algerie.com/actualite/lalgerie-compte-8-000-refugies-295757> (Consulté le 14-15-2020)

Rapport volontaire (RV) de l'Algérie sur les ODD (2019).

[https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23441MAE\\_rapport\\_2019\\_complet.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23441MAE_rapport_2019_complet.pdf) (consulté le 10-05-2020).

UNHCR. (2018). *Sahrawi Refugees in Tindouf, Algeria: Total In-Camp Population*. United Nations. UNHCR.

UNHCR. (2019). *Operational reporting*. Récupéré sur

<https://www.unhcr.org/fr/publications/fundraising/52bbeaccb/appeal-global-2014-2015-hcr-algerie.html?query=alg%C3%A9rie> (Consulté le 13-15-2020)

UAMB : statistiques et données relatives à l'universités de Béjaïa.

"Projet cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne. Le soutien apporté par la Commission européenne à la production de la présente publication ne vaut en rien approbation de son contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs ; la Commission ne peut être tenue responsable d'une quelconque utilisation qui serait faite des informations contenues dans la présente publication."